

- un modèle de démocratie indirecte consistant sur les libertés individuelles, où les gens se font représenter par des élus.
- Un modèle de démocratie directe où les gens s'organisent (en lieux où ils vivent de vie et de travail) pour prendre part directement aux décisions qui les concernent.

Les suites de la Révolution incarnent cette opposition entre deux visions de la démocratie basées sur la notion de « liberté ».

Liberté collective vs liberté individuelle

Pour mieux comprendre cette opposition, ce conflit, Marc Jacquemin fait référence à un discours de 1819 « *La liberté des anciens et la liberté des modernes* » de Benjamin Constant (romancier, homme politique et intellectuel français). *Liberté des anciens*, Benjamin Constant fait référence à l'antiquité grecque qui légitimait le partage du pouvoir social entre tous les citoyens d'une cité mais à l'époque où autrement nous ne saurions pas alors de valoriser une forme de liberté où nous pouvons influencer directement les décisions politiques et gérer collectivement ce qui nous concerne. *Liberté des modernes*, selon Constant, partent eux d'un point de vue individualiste veulent assurer cette sécurité dans les jouissances privées et ils nomment les libertés garanties accordées par les institutions à ces jouissances.

Parlant au nom de la bourgeoisie monteban, Benjamin Constant participe au mouvement basculant de la démocratie. Pour lui, « notre liberté, c'est de faire ce que l'on veut individuellement (et non plus à titre collectif) ».

Mais au fond des deux conceptions de la liberté ne sont pas antagonistes. Pour Marc Jacquemin, faut plutôt les envisager comme deux dimensions complémentaires de la démocratie où doivent s'articuler le respect des individus et la capacité à agir de façon collective.

Néanmoins, au plus vivants dans une version de la démocratie typiquement moderne, où les droits individuels ont pris le pas sur la capacité à agir en collectif. que « consommateur » nous pouvons en être heureux nous disposons de la d'un défaut soit notre capacité à exercer un espace qui ne nous correspond plus. On peut arrêter d'acheter tel produit on peut quitter son domicile si on n'est pas content on peut laisser en plan un projet politique qui ne correspond plus à nos attentes et changer son vote.

La liberté des anciens est d'un genre de parole où l'on se réunit, on fait un comité et on agit collectivement. On ne déserte pas mais on s'implique davantage. Dans cette facette de la démocratie ce n'est pas un cours d'histoire mais le danger vient souvent de l'oubli de l'autre.

Marc Jacquemin prend soin de rappeler que de la liberté individuelle, avec toutes les conséquences négatives que nous avons dans notre société où seule la liberté individuelle est mise en avant nous avons le sentiment de la prise sur les grands mécanismes de la société. la liberté de s'acheter une voiture en même temps que les moyens d'agir directement pour favoriser l'

Alors qu'indimension fondamentale de la liberté, la *liberté des anciens* est désormais très faible dans notre société. On ne peut de diverses façons. Par exemple, les inégalités socioéconomiques conduisent à des inégalités de pouvoir, à la fragmentation politique de l'espace public, ce qui signifie que la liberté de parole en Belgique est déjà une mosaïque politique, mais que dire si on regarde comment identifier les lieux de décisions.

Réflexions

Pour Marc Jacquemin, dans son ouvrage *La démocratie*, il est important de combiner les deux formes de liberté individuelle et collective, celle des anciens et celle des modernes. La démocratie représentative électoriale s'épuise, et désenchantée, si elle ne parvient pas à participer aux décisions. C'est pourquoi il est important de réhabiliter la dimension collective de la démocratie, pour la faire vivre en complémentarité (et non pas au détriment) des libertés individuelles garanties par la démocratie représentative.

La démocratie en crise

Patrick Coulo, journaliste et membre de la direction d'Espace Marx

Nous vivons une crise de la démocratie dont l'avenir est préoccupant.

En démocratie, les enjeux et défis auxquels nous sommes confrontés nécessitent une mise en commun des richesses et des savoirs des pouvoirs. Mais, jour après jour, une minorité possédante s'accapare les pouvoirs (économiques et institutionnels) et laisse une majorité d'individus totalement dépourvus de capacité à avoir prise sur ce qui nous concerne. Cette crise que nous vivons est multiple car elle englobe nos rapports à la nature, l'économie, la démographie, le social ou les sciences de cette crise multidimensionnelle, des remises en cause radicales sont nécessaires dans tous les champs. Et pour être efficaces, ces remises en cause doivent être élaborées et décidées par l'immense majorité des travailleurs, car aucun domaine de décision ne peut être l'apanage de la participation citoyenne.

Les inégalités de richesse et l'impuissance de la crise de légitimité du système démocratique actuel. Dès les dernières élections municipales françaises, le taux de abstention a pratiquement atteint les 40% des points de 60 à 70% dans certaines villes, alors que ce scrutin électoral est le plus récent. À la recherche de sondages viciés dans le même sens

- selon une enquête Ipsos 63 % de Français pensent que le système démocratique fonctionne de moins en moins;
- selon le Centre d'études de la Sorbonne 69% des Français pensent que la démocratie fonctionne mal, ce qui représente une augmentation d'avis négatifs rapport au début de la crise financière

Les causes invoquées par les citoyens sont également intéressantes à relever

¹ Fondation financée par le Parti communiste français dont les chercheurs déterminent eux-mêmes les axes de leurs recherches de façon indépendante, selon l'adage « Explorer, confronter, innover... » et faisant se rencontrer praticiens et penseurs dont l'horizon commun est l'émancipation humaine.

- 50 % évitent l'impuissance des partis à apporter des solutions à la crise économique
- 47 % évoquent une déconnexion des élus avec leur vécu quotidien
- 75 % se sentent de plus en plus manipulés
- 2/3 se sentent de plus en plus ignorés
- la moitié se sent de plus en plus dépassée

Malgré tout, 80 % des citoyens interrogés affirment être convaincus que la démocratie est le meilleur système possible (mais qu'il fonctionnerait mieux si on tenait compte de leur avis).

Le malaise est tel que certains pronostiquent une sortie de démocratie au profit de la gouvernance. C'est notamment Emmanuel Hermès (sociologue et politologue français) qui a écrit

« Je crois que les contours du nouveau système politique, post démocratique, dans lequel nous allons vivre se dessinent, en particulier autour de la notion en vogue de « gouvernance » ; ce qui n'est pas contradictoire avec le développement de régimes autoritaires. La « gouvernance » a certes une signification nébuleuse, mais elle recouvre une mutation bien réelle de l'exercice du pouvoir. Un mécanisme fondé sur la concertation entre une pluralité d'acteurs publics ou privés ; qui brouille les frontières entre les échelles locales, nationales, régionales et mondiales de l'autorité ; qui place la norme négociée au-dessus de la loi démocratiquement votée. C'est pêle-mêle la « gouvernance » urbaine, la « gouvernance » d'entreprise, la « bonne gouvernance » des institutions internationales, la « gouvernance mondiale » où les décisions sont prises par un ensemble d'Etats, d'organisations multilatérales, d'ONG et de firmes globales ; ou, enfin, la « gouvernance » européenne, à ce jour la forme la plus achevée de mise en œuvre de ce dispositif. La « gouvernance », c'est un gouvernement des organisations pour les organisations. Et l'énième mode d'évitement d'une expression populaire trop pressante, qui vient opportunément remplacer un système représentatif dont les ressorts paraissent épuisés ».

La gouvernance européenne tire de ce processus de régression démocratique, suite à un formidable débat (15% de la population française avait par référendum rejeté le Traité constitutionnel) Mais quelques mois plus tard, le gouvernement fit entériner par le Parlement un traité reprenant l'esprit de ce processus, où les classes dirigeantes optent pour des idées contraires à la volonté exprimée par la population, également produits aux Pays-Bas et en Irlande. C'est donc la volonté démocratique de rejeter certains projets européens que les gouvernements accélèrent la mise en place de la gouvernance européenne.

Une démocratie qui dérange

Que dire, sinon que la démocratie dérange

Peut-on suivre Emmanuel Todd (historien, anthropologue, démographe sociologue français) lorsqu'il écrit : *« Si les régimes politiques, incapables de manipuler plus longtemps notre « démocratie d'opinion », ne vont pas devoir purement et simplement supprimer le suffrage universel » ?*

Et Emmanuel Todd *« la suppression des élections poserait évidemment autant de problèmes qu'elle en résoudrait car il faudrait ensuite trouver des moyens de nommer, à tous les échelons, des responsables... Mais n'oublions pas que la démocratie ne représente après tout qu'une infime période de l'histoire humaine et que bien des régimes politiques se sont passés d'élections. La cooptation existe... La menace d'une suppression du suffrage universel me paraît sérieuse... La*

tradition française, dans la longue durée de l'Histoire, ce n'est pas seulement l'individualisme et la République, c'est aussi l'absolutisme louis-quatorzien et la dictature des deux Bonaparte ».

A u j o u r d ' h u i l ' a d d é n o u r a t j e s u b i t d e n o m b r e u s e s a t t a q u e s

- refonte du territoire français éloigne le pouvoir des collectivités locales (établies et forgées par l'histoire de lieux de décision élus et préservés de possibles intrusions citoyennes)
- réflexions (à haute voix) sur une refonte éventuelle des règles affectant les résultats soient plus avantageux sortants
- volonté d'accorder **droits** **aux** **multinationales** qui transatlantique en cours de négociation

Manifestement, les dominants sont prêts à se passer de la démocratie. peuvent s'y d'autant plus si l'ascension du Franck, leisl médifiaist. de' être pour tenter de formater les opinions (Dassault possède le Figaro) tandis que Lagardère est propriétaire d'Europe 1 ...)

Comme le dit Jacques Rancière (philosophe français), assistons à un renversement des valeurs

« Hier encore, le discours officiel opposait les vertus de la démocratie à l'horreur totalitaire, tandis que les révolutionnaires récusait ses apparences au nom d'une démocratie réelle à venir. Ces temps sont révolus. Alors même que certains gouvernements s'emploient à exporter la démocratie par la force des armes, notre intelligentsia n'en finit pas de déceler, dans tous les aspects de la vie publique et privée, les symptômes funestes de « l'individualisme démocratique » et les « ravages de l'égalitarisme » détruisant les valeurs collectives, forgeant un nouveau totalitarisme et conduisant l'humanité au suicide. Pour comprendre cette mutation idéologique, il ne suffit pas de l'inscrire dans le présent du gouvernement mondial de la richesse. Il faut remonter au scandale premier que représente le « gouvernement du peuple » et saisir les liens complexes entre démocratie, politique, république et représentation. À ce prix, il est possible de retrouver, derrière les tièdes amours d'hier et les déchaînements haineux d'aujourd'hui, la puissance subversive toujours neuve et toujours menacée de l'idée démocratique. »

Revitaliser la démocratie

Pour celui qui veut favoriser l'émancipation humaine, définir cela ne peut se faire en revitalisant notre approche de (qui ont trop longtemps le système de représentation indirecte par le biais d'un représentant plus régulier)

Selon Patrick Coulouze, revitaliser la démocratie, plusieurs fronts de lutte possibles

1. Régénérer la démocratie représentative : aide de mandats électoraux non plus courts, interdiction du cumul, professionnalisation des mandataires et construction collective de l'activité politique
2. Instituer des pratiques de codécision n'est pas la pour construction, mais plutôt pour contribuer à un processus repr

² Plus d'infos sur www.no-transat.be

de codécision ou son travail parlementaire est suivi et contrôlé de près des élus. Partout en tous lieux du local au global, du micro au macro, faut encourager les processus participatifs visant à la codécision

3. Introduire la pratique du tirage au sort pour les Athéniens de l'Antiquité. Les urnes s'appliquent à la sélection des meilleurs, tandis que le tirage au sort était considéré comme beaucoup plus démocratique. Le conforté par la composition sociologique des assemblées parlementaires contemporaines, la majorité des élus appartient à une élite qui se reproduit et est fortement liée aux détenteurs des leviers économiques. Des pratiques de tirage au sort permettent de revitaliser la démocratie en permettant des gens issus des couches populaires de participer à des jurys citoyens, des conférences de consensus, des

Réflexions

Pour Coulon, les trois fronts de lutte ont un point commun: tous partent du postulat d'une politique absolue et du droit de chacun(e) à décider. Pourquoi? Comment? Sur quels déterminants? Sous quel contrôle? Par quelles évaluations? Tout le monde y compris le plus humble a le droit de s'exprimer et de délibérer sur le bien commun. Chacun doit pouvoir mettre ses compétences individuelles au service du collectif. La politique ne peut être un domaine réservé aux experts. Mais pour toutes, en démocratie, l'aptitude à juger des affaires publiques est

Bien entendu aucune de ces améliorations potentielles ne se fera sans les conflits, les divergences de vues, les dominations de sexe et autres intérêts de partis politiques. Ils doivent être pris en compte et viser à l'émancipation humaine à travers le partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs entre toutes et tous. Ils doivent:

- travailler sur l'idéologie de la démocratie
- être l'aiguillon favorisant l'accès de tous à la prise de décisions législatives concrètes
- appuyer les mobilisations militantes tout en se montrant ouvert aux revendications citoyennes

Rien ne viendra sans la bataille pour le développement de la démocratie est la bataille principale de l'émancipation humaine.

³ On peut se reporter, sur cette question, à l'ouvrage d'Yves Sintomer qui détaille l'histoire et les pratiques de la sélection aléatoire des détenteurs de pouvoir, aussi bien dans l'Antiquité, les républiques médiévales ou les jurys d'assises anglo-saxons.

⁴ Quitte à devoir exclure une catégorie de personnes de la liste des gens aptes à gouverner, ce serait prioritairement (comme le dit Jacques Rancière) ceux qui briguent le pouvoir tant la haine de démocratie est forte chez les dominants, qui ont d'énormes intérêts à conserver leurs privilèges.

Ce qui détériore la démocratie...

Jean Blairon Docteur en philosophie et lettres et directeur de l'asbl RTA

La démocratie a peut-être besoin qu'on la fasse impuissante. sans
Dans cette perspective à quoi faut-il être vigilant? Qu'elles qui, concrètement, détériore
aujourd'hui? la démocratie

Voici quelques pistes exposées par Jean Blairon

- les inégalités faites d'être ombres et lumière à tous les citoyens leur ont
liberté de consommateurs
- la montée des asymétries n'accepte en haut Par exemple, les re
aides sont inconditionnelles pour les grandes entreprises (en haut) mais conditionnelles
pour les PME et Asbl (en bas)
- la privation de parole pour exprimer des désaccords, on doit employer les mots du
pouvoir Cela biaise que l'on ne peut dire ce qu'on veut ni se défendre
censure (ou du tout) à la place par la censure: qu'on ne peut dire tout et son contraire avec les mêmes mots.

Selon Jean Blairon cette perte de sens constitue un obstacle et très complexe à franchir
pour défendre et revivifier la démocratie Comment résister à cet obstacle

Le philosophe évoque deux façons de faire

- relier les mots à leurs référents
- réfléchir à l'enchaînement des propositions

Par exemple, «l'Etat» peut se résumer par «ce que la recherche trouve». Jusqu'à
critique de l'Etat se focalise essentiellement sur le manque de consistance du mot
«trouve» on insiste par exemple sur l'impossibilité des chômeurs «trouve» des emplois
vulgaire la pénurie existante. Mais on entend moins critique porter sur la façon dont on oblige les gens
à chercher de l'emploi. Pourtant, on pourrait critiquer l'Etat en se focalisant sur ses
critères quantitatifs la façon dont on les oblige à chercher (critère quantitatif
lettres) les chômeurs n'ont aucun droit de vivre. De même, on pourrait insister
sur le fait que le résumé des personnes sans emploi ne se résume pas à: s'occuper
quelqu'un a besoin de la rue, cette personne doit chercher à dormir, où se laver
trouver des moyens de communiquer

L'un des problèmes actuels est comment enchaîner les mêmes propositions
propositions. Il en va ainsi pour le rôle des pouvoirs et comment les pouvoirs sont
d'actualité de priorité et de amener la croissance, qui est de l'emploi à corriger les
qu'on va pouvoir conduire ainsi à l'avantage de la bien-être dans la société. Cette
façon de voir conduit à une dichotomie politique (politiques de solidarité et de redistribution)
succès de la main gauche (politiques de croissance laissant les coudées franches aux entreprises)
possible d'en proposer différemment? Oui pour Jean Blairon. Comment? En rappelant que la main droite est
un secteur assisté (nombreuses aides entreprises) dont les chances de réussite dépendent

⁵ Réalisation-Téléformation-Animation (RTA) : association namuroise, créée en 1973 par les mouvements ouvriers,
active dans l'éducation permanente et l'insertion socioprofessionnelle.

entièrement du succès de la main (politiques de solidarités) sans enseignants, sans
travailleurs, qui va produire les richesses. Voilà une vraie controverse. Malheureusement, ce type
de controverses politiques (à caractère idéologique) ne se déploie plus aujourd'hui

Pistes de réflexions : renforcer la démocratie avec des résistances

Pour renforcer la démocratie (ou enrayer son délitement), on peut également développer des
micro-résistances. À nouveau, un principe est toujours simple. Par exemple, depuis 30 ans, les
critères du *management* (individualisme, esprit de compétition, recherche à tout prix de
s'implémenter graduellement dans l'environnement. Mais cette logique vient « en » et ne
correspond pas aux attentes des « bas ».

Pourtant, si l'on écoute ce que disent les *vagabonds* si l'on était par
comprendre mieux certains faits cruciaux. Ainsi, le monde politique actuel vise le *tout à*
l'intégration (via la formation professionnelle pour trouver du travail) et le *tout à l'insertion* (en
guise de politique sociale). Malheureusement, l'aspect multiple des dimensions n'est pas
pris en compte. Or, si l'on écoute les chercheurs et les travailleurs, on
pourrait voir apparaître certains problèmes : dégradation des conditions de travail,
précarité des contrats de travail, pénurie d'emplois... On se demande si les politiques de
l'emploi ne peuvent pas aller à plus de formations professionnelles et politiques de l'emploi
de la détérioration des conditions de travail et d'autres événements comme l'existence de
travail ou l'évolution des solidarités familiales.

Malheureusement, ce n'est pas tous les décideurs en haut qui passent
décideurs évoquent le *développement* du travail et d'importance. Mais à ces mêmes décideurs
d'importance, ceux-ci jouissent d'une fameuse sécurité d'emploi, de bons contrats de travail et
d'une rémunération. C'est cette situation qui traduit un fossé entre le haut et le bas de la
pyramide sociale, un problème d'identité qui nous renvoie au sujet de la pratique de la démocratie

